

PARIS, le 21 juin 1994

Le Conseiller à la Présidence

NOTE

à l'attention de
Monsieur le Président de la République
(s/c. de Monsieur le Secrétaire Général)

*Monsieur le Président,
Pour B. Kouchner que B. Delors
et moi avons vu ce matin
il faudrait, pour éviter les
dérèglements, que l'opération n'ait
d'autre but que d'obliger
d'autres pays à venir*

OBJET : Rwanda - B. Kouchner.

H. Kouchner

B. KOUCHNER revient aujourd'hui du Rwanda. Il souhaite, avant de vous en parler de vive voix cet après-midi, attirer votre attention sur les points suivants, afin d'éviter les risques de dérapage de notre opération humanitaire. Il souhaite avoir vos conseils quant à ses déclarations publiques. *(il doit parler sur TF1 ce soir)*.

// 1. "Préciser que l'opération sera localisée, temporaire, incitative. Que les troupes françaises seront remplacées avant deux mois par les troupes de l'ONU."

2. "Qu'il s'agit de protéger des civils tutsis contre les milices et en aucun cas d'affronter le FPR ou de stabiliser le Front."

3. "Qu'un encadrement politique de haut niveau soit donné sur le terrain à nos forces militaires. Cet encadrement devra avoir la confiance du FPR et le contact permanent avec celui-ci." ←

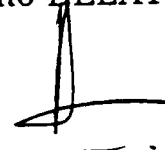
① copie + 2

4. Il faut éviter la présence des Français à Kigali où pourtant les massacres continuent. Troupes (africaines) et matériel doivent être fournis à la MINVAR pour que la tension diminue dans la capitale. "

5. Multiplier les contacts à haut niveau avec le FPR qui doit être considéré comme un interlocuteur essentiel. "

6. Toute cette mission doit être présentée comme une étape nouvelle de notre politique : "le passé est le passé". //

Bruno DELAYE

A handwritten signature in black ink, consisting of a vertical stroke and a horizontal loop at the bottom.